

Claude Mangin, épouse du leader sahraoui Nâama Asfari, compte sur le Comité des Nations Unies contre la torture pour faire cesser les mauvais traitements des dix-neuf de Gdeim Izik

Inquiétudes pour les détenus sahraouis

BENITO PEREZ

Droits humains ► Les repréailles marocaines contre Claude Mangin et son mari, le militant sahraoui Nâama Asfari, inquiètent les experts onusiens. Sous l'impulsion de sa commissaire Ana Racu, le Comité des Nations Unies contre la torture (CAT) a annoncé cet été sa prochaine visite dans les prisons marocaines. Depuis 2016, et la condamnation de Rabat par cette instance onusienne, M. Asfari et ses dix-huit camarades ont vu leurs conditions de détention se dégrader. Purgeant une peine de trente ans d'incarcération, Nâama Asfari n'a pu voir son épouse qu'une seule fois en trois ans. La Française, à nouveau expulsée à son arrivée au Maroc en juillet dernier, était la semaine dernière au Palais des Nations à Genève pour faire avancer de nouvelles plaintes individuelles adressées au Comité de l'ONU contre la torture (CAT).

Nâama Asfari n'a pu voir son épouse qu'une seule fois en trois ans



Les portes des prisons marocaines devront s'ouvrir prochainement pour la visite des enquêteurs onusiens. KEYSTONE-PRETEXTE

Nâama Asfari est un des militants les plus en vue qui, en automne 2010, dénoncent la discrimination dont sont victimes les Sahraouis sur leur propre territoire, occupé depuis 1975 par le Royaume du Maroc. Dès le 10 octobre, à quelques kilomètres de leur « capitale », Laâyoune, des milliers de Sahraouis érigent une ville de tentes, baptisée « campement de la dignité et de la liberté ». Violamment dispersé le 8 novembre, le sit-in de Gdeim Izik se soldera par la mort d'un nombre encore inconnu de Sahraouis et, selon le Maroc, par onze tués au sein des forces de l'ordre.

Arrêté la veille de l'évacuation, M. Asfari est pourtant accusé d'avoir participé à la tuerie. En 2013, il est condamné avec une vingtaine d'autres Sahraouis par un tribunal militaire. La défense fait valoir que les seules « preuves » sont des témoignages arrachés sous la torture et porte l'affaire en cassation. La thèse des Sahraouis est confirmée en 2016 par la CAT peu avant que le jugement de 2013 ne soit invalidé par la Cour de cassation.

En 2017, Nâama et ses camarades sont rejugés, devant la justice civile cette fois. Mais le résultat est similaire :

des peines d'emprisonnement allant de vingt ans à la perpétuité. Un nouveau recours en cassation est pendant.

Chantage aux visites

Pourtant, la victoire de Nâama Asfari à l'ONU n'est pas demeurée sans effet : elle a fait de sa remuante épouse « l'ennemie numéro 1 », relève-t-elle entre sourire et moue de dépit. Pendant plus de deux ans, Claude Mangin ne pourra visiter son conjoint. Jusqu'à la (brève) éclaircie de janvier dernier : entre deux tables rondes réunissant Rabat et le Front Polisario (indépendantiste), sous l'égide de l'envoyé spécial de l'ONU,

Horst Köhler, le Royaume autorise la venue de M^{me} Mangin.

Une visite mouvementée qui n'aura pas de suite. Depuis, l'ex-président allemand a démissionné de sa charge en mai et le processus de décolonisation du Sahara occidental est à nouveau dans l'impasse.

Santé chancelante

Neuf ans après les évènements de Gdeim Izik, Nâama Asfari et les autres activistes emprisonnés demeurent un « symbole fort de la résistance sahraouie », assure Claude Mangin. Ce qui expliquerait la volonté des Maro-

cains de les « briser ». Dispersés dans cinq prisons, loin de leurs familles qu'ils ne peuvent recevoir qu'épisodiquement en présence de gardiens, les dix-neuf de Gdeim Izik ne reçoivent aucun traitement médical. « Pour se rendre chez un médecin, on les oblige à porter l'uniforme des condamnés. Ce qu'ils refusent, puisque leurs peines ne sont pas définitives », rapporte-t-elle.

Inquiète pour son mari – « il ne voit presque rien, cela fait dix ans qu'il a les mêmes lunettes » –, elle relève que « Nâama n'est pas le plus à plaindre. D'autres vivent d'authentiques calvaires. » Ainsi l'un de ses camarades, violé en prison, qui souffre d'incontinence. Trois autres ont une maladie chronique de l'estomac. Tous subissent les conséquences de mauvais traitements, de longues périodes passées en cellules d'isolement et des jeûnes qu'ils s'imposent, dont le dernier a eu lieu les 16 et 17 septembre, pour dénoncer leurs conditions de vie.

Trouver des soutiens

Enseignante à la retraite, Claude Mangin se fait volontiers le relais, avec le soutien de l'Association chrétienne pour l'abolition de la torture (ACAT) et d'autres collectifs, des autres familles de détenus qui n'ont, elles, aucun accès aux médias. Aujourd'hui, la Française attend avec impatience que le Comité contre la torture statue, probablement au printemps, sur les plaintes en suspens. Et, bien sûr, que la Cour de cassation marocaine ose, également en 2020, défaire à nouveau les condamnations.

D'ici là, l'épouse de Nâama Asfari souhaiterait encore porter de nouveaux cas devant l'ONU. Mais la lassitude de l'ACAT et les importants frais de procédure l'obligent à chercher d'autres appuis¹. « On a eu des contacts prometteurs avec l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) », relève Claude Mangin. Prête à remettre cent fois l'ouvrage sur le métier. I

¹ association-des-amis-de-la-rasd.org

Coopérer malgré les turbulences

Nicaragua ► De passage en Suisse, Joaquin Salazar et Luz Marina Jaramillo témoignent de leur expérience au Nicaragua, pays en crise depuis avril 2018.

« L'imaginaire que nous avions d'un pays calme et sûr s'est effondré. » Amer constat que celui de Joaquin Salazar et de Luz Marina Jaramillo, tous deux coopérants pour CoMundo, une ONG spécialisée dans l'envoi de volontaires et active au Nicaragua depuis 1981. Si le couple, d'origine suisse-colombienne, connaissait les tensions qui travaillaient le pays depuis le retour du président Daniel Ortega en 2007, il était loin d'imaginer qu'un simple projet de réforme des retraites allait allumer un tel brasier plus de dix ans plus tard, en avril 2018.

En écoutant Joaquin Salazar, qui était arrivé à Matagalpa sept mois plus tôt, on imagine à quel point la mission initiale, visant à soutenir l'association partenaire (Prodesa), relevait à ce moment-là du parcours du combattant : « J'habitais à dix minutes du bureau. Impossible

de sortir de chez moi. Les rares fois où je prenais ce risque, je feignais d'avoir un pistolet sous ma veste pour éloigner tout agresseur. Les menaces de morts et les rixes étaient monnaie courante entre les quatre familles sandinistes et quarante-deux familles d'opposants qui résidaient dans notre quartier », explique le coopérant. « Une situation similaire à celle vécue en Colombie », renchérit Luz Marina Jaramillo.

Après avoir quitté leur pays en pleine guerre civile, le couple s'installe en Suisse au début des années 2000. M^{me} Jaramillo y suit une formation d'animatrice psychosociale alors que M. Salazar, ancien syndicaliste et militant dans l'opposition politique colombienne, entame un doctorat en géographie humaine. En 2017, ils décident de mettre à profit leur expérience acquise en Suisse au Nicaragua, après leur rencontre avec le coordinateur de CoMundo pour ce pays d'Amérique centrale.

Mais en avril 2018, un projet de réforme des retraites provoque une crise majeure. Répression et émeutes font plus de



« C'était une situation similaire à celle que nous avons vécue en Colombie »

Luz Marina Jaramillo

325 morts et ravivent les fractures entre les partisans du gouvernement et les contre-révolutionnaires historiques, mais aussi avec une partie du mouvement social passé dans l'opposition.

Malgré la polarisation de la société dans laquelle ils travaillent, jonglant entre improvisation et adaptation, les coopérants vont apprendre à appréhender avec résilience les défis quotidiens et penser, à leur échelle, les plaies du conflit. Grâce au travail collectif de Prodesa et des « coopérateurs », les tabous s'érodent, la cohésion de la communauté tend à se maintenir, et des liens se créent entre ennemis de toujours.

Comment ? Les deux coopérants misent sur le concept de « neutralité active », engageant à construire des ponts entre positions opposées. Avec le chef de la mission, ils préparent des séminaires sur la culture de la paix. Car l'ancien syndicaliste a trouvé un précieux allié : « Le directeur de Prodesa, conscient de la fragilité de son institution, arrivait toujours à dépasser les divisions, grâce à son humour. »

La situation n'est pas toujours aisée, étant donné les tensions qui traversent Prodesa, composée d'anciens cadres militaires et de fonctionnaires sandinistes issus des Ministères de la santé et de l'éducation. « Il était parfois difficile, voire impossible, d'évoquer la situation politique », témoigne M. Salazar, relevant le fossé qui sépare les indéfectibles soutiens du gouvernement des sandinistes « critiques ».

Mais les projets semblent foisonner bon an mal an, tant en zones urbaines que rurales. Les coopérants s'inspirent de la théorie communautaire du pédagogue brésilien Adalberto Barreto, qui vise à combattre l'exclusion sociale. Ils mettent en place un théâtre-forum et créent une association de quartier. « Elle a permis à d'anciens mercenaires contre-révolutionnaires et des sandinistes de s'asseoir à la même table » assure même, non sans fierté, Joaquin Salazar.

M^{me} Jaramillo, qui s'occupe d'organiser des messes œcuméniques, convainc Prodesa, d'agencer un programme de

sensibilisation contre la drogue. En organisant des cours de dessin et d'arts plastiques pour les enfants, elle constate : « Chaque participant devait aller au tableau, pour écrire des mots ou des phrases sur un arbre. Les mots chaos, crise, violence, insécurité et manipulation revenaient de parts et d'autres. Ce fut un partage de réflexions profondes sur le conflit. »

Avec la communauté, Prodesa et les deux coopérants s'efforcent de créer un espace de dialogue, de provoquer une « catharsis » pour retrouver une identité culturelle commune, qu'elle soit fondée sur l'esprit poétique de Ruben Dario ou révolutionnaire de Sandino.

Aujourd'hui, le duo se targue d'avoir contribué à redresser l'institution Prodesa et d'avoir présenté une dizaine de projets sur une population d'environ 15 000 habitants répartie sur quatre municipalités. Avant leur départ du Nicaragua l'année prochaine, ils espèrent même obtenir un partenariat entre le département de géographie de l'uni de Lausanne et celle de Jinotega. LÉO RUFFIEUX